

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 21/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 juin 2022

Contexte et constats

Publié sur



HYDRO EXTRUSION ALBI

Zone Artisanale du Garric
2 - 3 route de Valderiès
81450 LE GARRIC

Références : 81-CRARC-2022-62

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION ALBI implanté Zone Artisanale du Garric 2 - 3 route de Valderiès sur le territoire de la commune de Le Garric (81450). L'inspection a été annoncée le 12 mai 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2022 relative au risque incendie dans les ateliers de traitement de surface prévue par l'instruction du ministère de la transition écologique en date du 22 décembre 2021.

Cette action, dédiée aux installations soumises à autorisation ou à enregistrement sous les rubriques 2564, 2565 et 3260, porte principalement sur la conformité des installations aux mesures relatives à la prévention des incendies et de leur propagation : vérification des installations électriques, de la détection incendie, des moyens de lutte et du confinement des eaux incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO EXTRUSION ALBI
- Zone Artisanale du Garric 2 - 3 route de Valderiès 81450 LE GARRIC
- Code AIOT dans GUN : 0006802269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS est spécialisée dans la fabrication de profilés en aluminium. Le procédé de fabrication des profilés repose sur plusieurs opérations successives et notamment :

- l'extrusion de billettes d'aluminium, chauffées à 450°C, poussées à travers une filière en acier au moyen d'une presse hydraulique afin de former des profilés. Le site dispose de deux lignes d'extrusion ;
- le traitement thermique de vieillissement des profilés dans un four à gaz à une température comprise entre 150°C et 200°C permettant de fixer les caractéristiques de résistance et d'élasticité ;
- le traitement de surface afin d'enlever une fine couche d'aluminium et de permettre une bonne accroche des résines de peinture poudre sur les pièces ;
- l'application et la cuisson des peintures poudre ;
- le parachèvement (coupe, usinage et soudure) des profilés en aluminium ;
- l'emballage et l'expédition.

Les produits fabriqués sont majoritairement destinés au marché du bâtiment (fenêtres, portes, pergolas notamment).

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 janvier 2020 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2020. Il emploie actuellement 268 personnes auxquelles viennent s'ajouter environ 60 intérimaires.

Historiquement, ce site était exploité par les sociétés HYDRO LAQUAGE ALBI SAS (ex SAPA LACAL) et HYDRO EXTRUSION ALBI SAS (EX SAPA PROFILES). En 2018, le groupe norvégien HYDRO a engagé la fusion/absorption de HYDRO LAQUAGE ALBI SAS dans HYDRO EXTRUSION ALBI SAS.

Le thème de visite retenu est le risque incendie dans les ateliers de traitement de surface.

En marge de l'inspection, un point d'étape a été réalisé avec l'exploitant au sujet du porter à connaissance adressé à la préfecture du Tarn par courrier en date du 6 août 2021. Les modifications envisagées portent principalement sur :

- l'ajout de deux nouveaux fours à gaz dans le prolongement du four P1 existant pour le traitement thermique des profilés ;
- la création d'un bâtiment de coupe de profilés et d'emballage de produits en aluminium,
- l'agrandissement du bâtiment emballage de profilés aluminium,
- le déplacement d'une voie de circulation interne au site.

Ce projet ne sera finalement pas réalisé comme prévu initialement. En effet, si le rajout de deux nouveaux fours est maintenu, leur implantation au sein du bâtiment extrusion sera modifié et les décisions en vue de l'agrandissement et/ou la création de bâtiments sont suspendues.

Selon les propos de l'exploitant, une modification du porter à connaissance sera adressée à la préfecture du Tarn dans les prochains mois. **A ce titre, l'exploitant devra veiller à justifier que l'augmentation de 23,7 % des émissions de NOx, passant ainsi de 11,3 à 14 tonnes/an, n'est pas considérée comme une modification substantielle au regard de la note du ministère de la transition écologique en date du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement (qui remplace le guide sur la modification en date du 22 mars 2021 - version 4).**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté préfectoral du 23/01/2020, article 8.3.7	Sans objet
Désenfumage	Arrêté préfectoral du 23/01/2020, article 8.4.2	Sans objet
Installations électriques	Arrêté préfectoral du 23/01/2020, article 8.4.4	Sans objet
Eclairage	Arrêté préfectoral du 23/01/2020, article 8.4.4	Sans objet
Circuit de refroidissement ouvert du four de nitruration	Arrêté préfectoral du 23/01/2020, article 4.2.1	Sans objet
Rapport de base IED	Arrêté préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Situation administrative : rubrique 3260	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 1er	Sans objet
Situation administrative : rubrique 2564	Arrêté préfectoral du 27/07/2020, article 1er	Sans objet
Détection incendie	Arrêté préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.1	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.2	Sans objet
Capacités de rétention : alarme point bas	Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 6. I	Sans objet
Chauffage des bains	Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 6-I	Sans objet
Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, six non-conformités susceptibles de faire l'objet d'une mise en demeure ou de sanction ont été relevés. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative : rubrique 3260

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 3260
<p>Prescription contrôlée : Rubrique n° 3260 : traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³.</p> <p>Ex SAPA LACAL Chaîne principale : bain de dégraissage : 4,78 m³ bain dérochant : 4,85 m³ bain filmogène : 6,14 m³</p> <p>Chaîne de délaquage : bain acide nitrique : 4,11 m³ bain basique (soude) : 8,57 m³</p> <p>Ex SAPA PROFILES Chaîne décapage filières extrusion : bains de soude : 2,4 m³</p> <p>Total : 30,95 m³</p>
<p>Constats : Les installations de traitement de surface sont présentes au niveau des bâtiments :</p> <p>Thermolaquage avec</p> <ul style="list-style-type: none">- une chaîne principale composée :<ul style="list-style-type: none">• d'un bain de dégraissage (5,15 m³) ;• d'un bain de dérochant (5,15 m³) ;• d'un bain de filmogène (3,70 m³)- une chaîne de délaquage composée :<ul style="list-style-type: none">• d'un bain d'acide nitrique (5 m³) ;• d'un bain de soude (7,75 m³) ; <p>Extrusion avec</p> <ul style="list-style-type: none">- une chaîne de décapage des filières extrusion composée de 6 bains de soude (6 x 0,92 m³). <p>Le volume total des cuves affectées au traitement est égal à 32,27 m³.</p> <p>Quelques modifications mineures ont été opérées au niveau des installations de traitement de surface sans conséquence vis-à-vis du régime de classement ou des enjeux environnementaux.</p>
Observations : Une mise à jour du tableau de classement des activités exercées est à prévoir prochainement par arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative : rubrique 2564.1.a

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, rubrique 2564.1.a
Prescription contrôlée : Rubrique n° 2564 : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : a. Supérieur à 1500 l Chaîne de délaquage Bain de solvant : 4 m ³
Constats : L'installation de nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces est composée d'un bain unique de délaquage contenant deux solvants en mélange. Le volume de la cuve est de 5,8 m ³ . La différence de volume entre la situation administrative figurant dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2020 (4 m ³) et le contrôle de l'installation réside dans le mode de calcul. En effet, l'arrêté préfectoral fait référence au volume du bain (quantité de liquide contenu dans la cuve) tandis qu'il convient désormais de faire référence au volume de la cuve (même si le bain ne remplit pas entièrement la cuve) au regard de la rubrique n° 2564 de la nomenclature des installations classées.
Observations : Une mise à jour du tableau de classement des activités exercées est à prévoir prochainement par arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Les eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre sont collectées et confinées sur site. Les zones de rétention suivantes, formant un volume global de 744 m ³ pour le bâtiment thermolaquage, sont maintenues disponibles pour assurer cette fonction : <ul style="list-style-type: none">• sous-sol du bâtiment d'expédition d'une capacité de 230 m³ et quai d'expédition d'un volume de 191 m³, en cas d'incendie du hall ;• fosse de traitement de surface (TTS) de 260 m³ ;• fosse de rétention de la station de traitement des effluents de 11 m³ ;• fosse de rétention de l'atelier de délaquage de 20,2 m³ ;• fosses techniques de l'atelier de thermolaquage et le caniveau de liaison TTS : station 14,6 m³ ;• réseaux des eaux usées et des eaux pluviales une fois isolés de 11 m³ ;• rétentions des stockages de produits chimiques de 7,9 m³. Une ceinture maçonnée autour du local produits chimique avec intégration de batardeaux assure un confinement des eaux d'incendie dans le local, avant transfert vers la fosse du TTS. Un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie d'un volume minimum de 1070 m ³ est présent au nord du bâtiment extrusion et permet de recueillir les eaux incendies des bâtiments extrusion, sertissage et parachèvement. L'exploitant s'assure en permanence que ce volume est toujours disponible. Ce bassin dispose d'une vanne guillotine permettant d'isoler ce bassin du milieu extérieur.
Constats : Le bâtiment thermolaquage (précédemment exploité par SAPA LACAL) dispose de plusieurs zones de rétention pour le confinement des eaux d'extinction incendie. Ces zones ont été identifiées à travers une étude relative aux rétentions d'eaux d'extinction incendie (Référence 11RE1090-NT - version 2) en date du 31 octobre 2011. Le confinement de ces eaux est réalisé après mise en œuvre de plusieurs mesures techniques et organisationnelles, à mettre en place lors d'un incident. Le bâtiment extrusion (précédemment exploité par SAPA PROFILES ALBI) a fait l'objet d'une étude relative au dimensionnement d'un bassin de confinement des eaux pluviales et incendie (Référence 12RE1211-NT - version 4) en date du 14 septembre 2012, qui conclut à la nécessité de mettre en place un bassin de 1120 m ³ . Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de ce bassin mais l'exploitant n'a pas été en mesure d'en justifier son volume. Dans le cadre d'une fusion/absorption intervenue en novembre 2018, l'exploitant unique de ces différents bâtiments est désormais la société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS. En l'état actuel, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le confinement des eaux d'extinction incendie est opérationnel sur l'ensemble de site.
Observations : Le bâtiment logistique (précédemment exploité par SAPA LACAL) ne dispose pas de zones spécifiques pour le confinement des eaux d'extinction incendie mais la mise en place de batardeaux permettrait de répondre favorablement à cette problématique. Le bâtiment parachèvement (précédemment exploité par SAPA PROFILES ALBI) construit en 2016 n'a fait l'objet d'aucune étude spécifique concernant le confinement des eaux d'extinction incendie. En accord avec l'exploitant, une étude globale portant sur la conformité du site au regard du confinement des eaux d'extinction incendie sera réalisée d'ici le 31 décembre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'exploitation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle.
Constats : Le dernier rapport de maintenance des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DEFNC) en date du 24 février 2022 fait mention du dysfonctionnement de 5 lanterneaux dans les cantons n° 4 et 6 du bâtiment extrusion. L'exploitant a prévu leur mise en conformité au cours de la semaine 34 (du 22 au 26 août 2022), période de fermeture annuelle et d'arrêt total de l'exploitation des installations.
Observations : L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la mise en conformité des DENFC.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Les installations électriques des bâtiments font l'objet d'une vérification annuelle. Compte tenu de la présence de nombreux bâtiments, les dernières vérifications se sont étalées sur le mois de juin 2021 et l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les différents rapports de l'organisme compétent. Quelques anomalies ont été identifiées au niveau des activités de traitement de surface et sont en cours de traitement par l'exploitant. Selon l'exploitant, la mise à niveau des installations électriques sera effective à la fin du mois d'août 2022.
Observations : L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la mise en conformité des installations électriques et fournira les justificatifs ad hoc.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eclairage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Eclairage
Prescription contrôlée : Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.
Constats : Les différents locaux abritant les installations de traitement de surface disposent de puits de lumière situés en toiture, composés de panneaux en polycarbonate. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ces panneaux en polycarbonate ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.
Observations : L'exploitant doit attester que les panneaux en polycarbonates ne produisent pas de gouttes enflammées, en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection incendie permet d'alerter sans délais le personnel du site lors d'un début d'incendie. Des détecteurs de fumées sont présents au niveau des installations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• [...]• armoire électrique de la station ;• [...] Des déclencheurs manuels sont présents dans les ateliers. [...] Ces dispositifs sont entretenus et vérifiés tous les ans.
Constats : Le site dispose d'un dispositif de détection incendie qui a fait l'objet d'une visite de maintenance préventive annuelle en dernier lieu le 2 novembre 2021. Lors de l'inspection, il a été constaté la présence : <ul style="list-style-type: none">- du détecteur de fumées au niveau de l'armoire électrique de la station d'épuration des eaux en provenance de l'atelier de traitement de surface ;- de déclencheurs manuels.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment : <ul style="list-style-type: none">• de plusieurs poteaux équipés de prises de raccordement d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces poteaux sont alimentés par le réseau d'eau public. Les besoins en eau sont les suivants (chaque scénario est indépendant) :<ul style="list-style-type: none">• pour le bâtiment thermolaquage : 540 m³ pendant 2 heures ;• pour le bâtiment extrusion : 360 m³ pendant 2 heures ;• pour les autres bâtiments industriels : 240 m³ pendant 2 heures ;• pour les bureaux : 120 m³ pendant 2 heures. Ces besoins en eau sont assurés par un poteau incendie délivrant un débit minimum de 90 m ³ /h à 1 bar situés à moins de 200 mètres des installations à l'origine du risque. Le complément est assuré par des poteaux de mêmes caractéristiques situés à moins de 400 mètres des installations à l'origine du risque. <ul style="list-style-type: none">• d'un dispositif d'extinction automatique par sprinklage des 2 presses d'extrusion alimenté par une pompe diesel de 300 m³ /h associée à une réserve d'eau de 450 m³ raccordée au réseau d'eau de ville ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• d'une réserve d'émulseur d'une tonne ;• de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.
Constats : Le site actuellement exploité par la société HYDRO EXTRUSION ALBI depuis novembre 2018 était scindé en deux, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- les bâtiments thermolaquage et logistique exploités par la société SAPA LACAL ;- les bâtiments extrusion et parachèvement exploités par la société SAPA PROFILES ALBI. <p>Depuis la fusion/absorption des deux sites, les activités exercées par la société HYDRO EXTRUSION ALBI sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020.</p> <p>Les prescriptions techniques relatives à la défense incendie figurant à l'article 8.5.2. de l'arrêté préfectoral susvisé apparaissent surdimensionnées. A titre d'exemple, il est fait mention d'un besoin en eau de 540 m³ pendant 2 heures sur le bâtiment thermolaquage. Selon l'étude relative aux calculs des moyens incendie (Référence 11RE1090-NT - version 1) en date du 29 juillet 2011, ces besoins sont estimés à 480 m³ pendant 2 heures.</p>
Observations : En accord avec l'exploitant, une étude globale sur l'ensemble du site portant sur les besoins en eau d'extinction incendie et les moyens disponibles sera réalisée d'ici le 31 décembre 2022.
Une mise à jour des prescriptions techniques relatives aux moyens de lutte contre l'incendie pourrait être engagée au regard des conclusions de cette étude.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Capacités de rétention : alarme point bas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6. I
Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention : alarme point bas
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
Constats : Les capacités de rétention de la chaîne principale, de la chaîne de délaquage et de la chaîne de décapage des filières sont équipées d'alarme point bas. Leur bon fonctionnement a été vérifié lors de l'inspection. Selon les informations communiquées par l'exploitant, des vérifications périodiques du bon fonctionnement des alarmes point bas sont réalisées par le responsable maintenance.
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées : - les procédures écrites précisant la fréquence de vérification de ces dispositifs et les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement ; - le mode de traçabilité de ces opérations de vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage des bains
Prescription contrôlée : Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement.
Constats : Les différentes chaînes de traitement de surface (principale, délaquage et décapage des filières) n'utilisent pas de résistances électriques pour le chauffage des bains.
Observations : Les bains de la chaîne principale et le bain de soude de la chaîne de délaquage sont chauffés à une température d'environ 40 °C grâce à deux échangeurs d'eau chaude distincts fonctionnant en circuit fermé. L'eau circulant dans les échangeurs est chauffé par l'intermédiaire de deux chaudières au gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'installation est dotée de nombreux moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- un système d'extinction automatique de type sprinkleur au niveau des deux presses d'extrusion ;- un important réseau RIA dans le bâtiment extrusion ;- nombreux extincteurs (eau, poudre, CO2) répartis dans l'ensemble du site. Tous ces moyens ont été vérifiés par un organisme compétent au cours de l'année 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Circuit de refroidissement ouvert du four de nitruration

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 23/01/2020, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Circuit de refroidissement ouvert du four de nitruration
Prescription contrôlée : Le réseau de refroidissement à l'eau de la porte du four de nitruration est en circuit ouvert. Une étude technico-économique dont l'objectif est d'étudier les solutions de fonctionnement du réseau de refroidissement en circuit fermé est transmise sous 6 mois au préfet.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'étude technico-économique en adte du 1er mars 2021 visant à étudier les différentes solutions techniques susceptibles d'être mises en œuvre en vue de la modification du circuit de refroidissement ouvert du four de nitruration. A ce jour, la solution technique préconisée dans cette étude permettant le refroidissement de la porte du four de nitruration en circuit fermé n'a été réalisée en raison du coût des travaux jugés trop importants par l'exploitant (environ 75 000 € HT). Une solution alternative, visant à récupérer une partie des eaux de refroidissement du four de nitruration pour les diriger en appoint d'eau vers le système de refroidissement des tours aéroréfrigérantes, a été mise en œuvre sans que l'exploitant soit en mesure d'expliquer les travaux réalisés et de justifier les quantités d'eau ainsi récupérées.
Observations : L'exploitant fournira les éléments d'information technique permettant de justifier que le circuit de refroidissement du four de nitruration ne fonctionne plus en circuit ouvert.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport de base IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de base IED
Prescription contrôlée : Sous 6 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une mise à jour de son rapport de base (référence document ALPHARE-FASIS du 20 juin 2014) répondant aux exigences du décret du 2 mai 2013 et intégrant le périmètre des installations de traitement de surface aux activités d'extrusion (ex SAPA PROFILES)
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à la mise à jour du rapport de base permettant de définir l'état de pollution des sols et des eaux souterraines sur les terrains précédemment occupés par la société SAPA PROFILES.
Observations : Cette mise à jour doit être réalisée et transmise à l'inspection des installations classées. Ce rapport servira de référence lors de la cessation d'activité de l'installation et permettra de définir, en cas de pollution significative et sans préjudice des dispositions déjà prévues dans le code de l'environnement, les conditions de remise en état du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet